

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 13 au 17 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Focus sur l'inflation en zone CEMAC : la désinflation se confirme à fin mars 2026, avant le test du choc pétrolier

Selon une récente [note](#) publiée par la BEAC, à fin mars 2026, l'inflation en moyenne annuelle dans la zone CEMAC aurait atteint 1,4 %, nettement sous la norme communautaire de 3 %, et prolongeant le mouvement de désinflation amorcé mi-2025. Sur le plan externe, la décrue a été portée par la baisse des prix de l'énergie — qui s'est poursuivie jusqu'en février 2026 — et des produits alimentaires mondiaux, amplifiée par des effets de change favorables sur certains corridors d'importation (dépréciation du franc congolais et du kwanza pour le Congo, du dinar libyen pour le Tchad). À rebours, l'appréciation du naira a renchéri les importations de carburants et d'équipements du Cameroun et du Tchad en provenance du Nigéria, seule véritable pression importée du trimestre.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1,4 %

Taux d'inflation en zone CEMAC au premier trimestre 2026

Au plan interne, les bonnes campagnes agricoles au Cameroun et au Tchad, le maintien des mesures de lutte contre la vie chère et la poursuite du gel des prix à la pompe ont pesé à la baisse. Deux facteurs ont toutefois freiné la désinflation : une consommation privée restée dynamique — soutenue par les recrutements publics et les revenus des filières aurifères (Tchad, RCA) et cacaoyère (Cameroun) — et un choc logistique ponctuel, le blocage des activités de scanning au Port autonome de Douala, qui a renchéri les produits importés au Cameroun, en RCA et au Tchad.

La dynamique au sein de la région demeure très hétérogène. Le Cameroun, qui pèse pour 52 % de la consommation totale de la zone, concentre à lui seul l'essentiel de l'inflation sous-régionale (2,7 %, en moyenne annuelle), suivi par la Guinée équatoriale (2,2 %), le Gabon (1,7 %) et le Congo (1,3 %). À l'inverse, le Tchad — en déflation marquée (-3,6 %) — continue de tirer la moyenne régionale vers le bas.

Le principal risque tient à la résurgence des tensions géopolitiques. Le conflit au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz depuis mars 2026 ont interrompu le processus mondial de désinflation, propulsant le Brent au-delà de 100 USD le baril et faisant flamber le fret maritime. Selon la BEAC, ce choc se transmettrait avec le décalage habituel de 3 à 18 mois via trois canaux : importations des produits pétroliers raffinés (envolée des *crack spreads*), d'intrants agricoles et fret maritime. Pour la zone, exportatrice de brut mais structurellement importatrice nette de produits raffinés, le solde est défavorable.

À moyen terme, la BEAC révisé légèrement à la hausse la trajectoire de l'inflation, tout en la maintenant sous la cible des 3 %. L'inflation moyenne s'établirait à 2,4 % en 2026, 3,0 % en 2027 et 2,7 % en 2028 (après 2,1 % en 2025). Cependant, le contraste avec la crise de 2022 est préoccupant : le choc énergétique intervient cette fois sur des finances publiques bien plus fragiles — déficit budgétaire régional (base engagements, hors dons) de -4,8 % du PIB en 2025, contre -1,7 % avant la guerre en Ukraine. Faute de marges pour prolonger les subventions à la pompe (coût déjà estimé à 4,2 % du PIB régional en 2022), les États seraient contraints d'ajuster plus vite les prix, avec un effet haussier direct sur l'inflation.

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : l'activité économique en zone CEMAC progresse au T1 2026, mais à un rythme moins soutenu.
- **Cameroun** : la BAfD accorde un prêt de 81,2 M EUR pour soutenir l'agro-industrie dans le Septentrion.
- **Congo** : le Congo prévoit une croissance de 5,2 % en 2026.
- **Gabon** : Ouverture des conférences budgétaires préparatoires au projet de loi de finances 2027.
- **Guinée équatoriale** : le pays confie à Huawei la modernisation de son réseau télécoms.
- **Tchad** : 210 M USD pour l'eau, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire.
- **RDC** : l'AFD renforce son engagement avec un portefeuille de projets de plus de 700 M EUR au service des priorités congolaises.
- **Sao Tomé-et-Principe** : Petrobras finalise l'acquisition de 75 % du bloc offshore 3 et en devient l'opérateur.

Régional

L'activité économique en zone CEMAC progresse au T1 2026, mais à un rythme moins soutenu

D'après les [données](#) de la BEAC, le T1 2026 a été marqué par une progression modérée de l'activité économique dans la CEMAC, avec un Indice composite des activités économiques (ICAE) en croissance de 4,9 % en glissement annuel, mais en ralentissement par rapport au T1 2025 (+9 %). Cette dynamique s'explique par une moindre impulsion du secteur public, tandis que les télécommunications, les brasseries et, dans une moindre mesure, les BTP ont enregistré une croissance. Le Cameroun demeure le principal contributeur à cette évolution (+2,5 points), suivi du Congo (+1,0 point) et du Tchad (+1,0 point). Le Gabon (+0,3 point) et la République centrafricaine (+0,1 point) apportent des contributions plus modestes, tandis que la Guinée équatoriale affiche une contribution légèrement négative (-0,1 point). Pour le T2 2026, les services de la BEAC anticipent une accélération de l'ICAE à 6,7 % en glissement annuel, principalement tirée par le Cameroun (+3,5 points) et le Tchad (+1,6 point), notamment grâce à l'activité pétrolière, qui continuerait de bénéficier de cours mondiaux favorables, ainsi qu'au dynamisme du secteur minier (manganèse, or).

BVMAC : quatre entreprises obtiennent une prise en charge de leurs frais d'introduction en Bourse

Selon un communiqué publié le 10 juillet 2026 par l'Unité de gestion des réformes des institutions financières de la CEMAC (UGRIF), quatre entreprises bénéficieront d'une prise en charge partielle des coûts liés à leur future [introduction](#) à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC). Il s'agit de la *Cameroon Hotels Corporation* (CHC), de Samba Assurances, de *Gabon Power Company* (GPC) et de la Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT), sélectionnées à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt lancé dans le cadre du Projet d'Appui au Marché Financier Unifié d'Afrique Centrale (PAMFUAC), avec l'appui de la BAfD. Doté d'une enveloppe d'environ 143 M FCFA, ce mécanisme financera notamment les commissions de visa de la Cosumaf, les frais d'admission à la cote de la BVMAC ainsi que les honoraires des commissaires aux comptes et des conseillers juridiques. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de l'engagement pris en 2019 par les Chefs d'État de la CEMAC, qui avaient fixé à chaque pays l'objectif d'introduire au moins quatre entreprises publiques ou parapubliques en Bourse, un engagement resté jusqu'ici largement inappliqué.

Cameroun

Fitch attribue la note « B », assortie d'une perspective négative, aux obligations à court terme

Le 9 juillet 2026, l'agence [Fitch](#) a attribué la note « B », assortie d'une perspective négative, aux obligations à court terme en devises récemment émises par le Cameroun, alignant ce rating sur la note de crédit souverain de court terme confirmée en avril 2026. L'instrument concerné est un [prêt-relais](#) de 200 M EUR, d'une maturité de 3 mois, que l'État cherche à mobiliser auprès d'une banque partenaire pour couvrir ses besoins de trésorerie immédiats, dans l'attente du décaissement d'un financement de long terme. Ce dernier, d'une maturité indicative de 15 ans, assorti d'une période de grâce de 5 ans, négocié auprès d'une institution multilatérale de développement dans le cadre du nouveau référentiel ESG (Environnement, Social et Gouvernance), servira à rembourser cette avance. Classant le Cameroun dans la catégorie spéculative, Fitch fonde sa prudence sur des facteurs de gouvernance (instabilité institutionnelle, application inégale de l'état de droit, insécurité persistante dans certaines régions) et subordonne toute amélioration ultérieure à un renforcement durable de la gestion des finances publiques, notamment des engagements et des contrôles de trésorerie, de nature à prévenir l'accumulation d'arriérés extérieurs. L'agence anticipe par ailleurs un recul de la dette publique à 40,2 % du PIB à l'horizon 2027.

La BAfD accorde un prêt de 81,2 M EUR pour soutenir l'agro-industrie dans le Septentrion

Le 13 juillet 2026, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#) un prêt de 81,2 M EUR en faveur du Cameroun pour financer la première phase du Programme de développement de l'agro-industrie dans le Septentrion (PDAS-1), dont le coût total est évalué à 88,74 M EUR, le gouvernement camerounais apportant 7,54 M EUR en contrepartie. Cette phase prévoit la construction de barrages collinaires à usages multiples destinés à sécuriser l'approvisionnement en eau pour l'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, complétée par l'installation de stations hydrométéorologiques et des actions de reboisement pour renforcer la résilience climatique des territoires. Elle constitue le préalable à une seconde phase plus ambitieuse, orientée vers la construction de

grands barrages multifonctionnels d'une capacité de stockage d'environ 500 millions de m³, destinés à irriguer plus de 40 000 hectares de terres agricoles.

Faible taux de décaissement pour les projets actifs des bailleurs de fonds

Les dernières données communiquées par la [BAfD](#) et la [Banque mondiale](#) font état de taux de décaissement de 26 % et de 19 % de leurs portefeuilles respectifs. Ces taux relativement faibles s'expliquent par des divergences de calendriers de mise en œuvre des projets, des lenteurs administratives ou encore des procédures de passation de marchés, qui retardent la transformation des financements engagés en réalisations concrètes sur le terrain. Les faibles taux de décaissement contrastent toutefois avec la progression des engagements financiers de ces deux institutions (+23 % pour la BAfD et +21 % pour la Banque mondiale), les secteurs de l'énergie et des transports concentrant à eux seuls plus de la moitié de leurs engagements.

Congo

Le Congo prévoit une croissance de 5,2 % en 2026

Le 13 juillet 2026, le Comité National Économique et Financier (CNEF) s'est [réuni](#) pour sa deuxième session de l'année sous la présidence du Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public Christian Yoka. Le CNEF estime que la croissance devrait atteindre 5,2 % en 2026 (contre 4,8 % en 2025). Le Congo bénéficie des cours mondiaux des hydrocarbures et du développement de la production de gaz. Au T1 2026, l'indice composite des activités économiques (ICAE) affiche une progression de 10,6 %. L'inflation (1,4 % en moyenne annuelle) reste en-deçà du seuil communautaire de 3 % de la CEMAC. Malgré ces perspectives favorables, l'économie congolaise reste confrontée à d'importants défis structurels. 52 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale. Par ailleurs, la part des financements à long terme demeure faible (2,4 %).

Le Congo devrait devenir le deuxième producteur de gaz naturel de la CEMAC d'ici fin 2026

Selon les données de la [BEAC](#), la production de gaz naturel liquéfié (GNL) de la République du Congo devrait quadrupler en 2026 pour atteindre 2,1 millions de tonnes. Cette progression permettrait au Congo de

dépasser le Cameroun et de devenir le deuxième producteur de gaz de la CEMAC, derrière la Guinée équatoriale. L'accroissement des capacités de production du Congo provient essentiellement du projet Congo LNG, conduit par ENI, dont [la deuxième phase](#) a débuté en décembre 2025. Grâce à l'entrée en exploitation de cette Phase 2, la capacité totale de liquéfaction du projet Congo LNG atteint environ 3 millions de tonnes de GNL par an, soit l'équivalent de 4,5 milliards de m³ de gaz.

Vers un record de conteneurs manutentionnés à Pointe-Noire en 2026

Congo Terminal, filiale d'*Africa Global Logistics (AGL)*, a [annoncé](#) avoir manutentionné près de 700 000 équivalents vingt pieds (EVP) au premier semestre 2026. D'après les estimations de la filiale, le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) pourrait ainsi atteindre 1,3 millions d'EVP manutentionnés sur l'ensemble de l'année 2026, au-dessus du record de 1,2 millions d'EVP en 2025. Sa capacité d'accueil devrait atteindre plus de 2,5 millions d'EVP en 2027 grâce au nouveau quai Môle Est dont la mise en service est attendue au S1 2027. Cette progression traduit par ailleurs une amélioration des performances internes de Congo Terminal : optimisation des escales, gains de productivité et renforcement des procédures de sécurité. Avec cette expansion, AGL entend faire du PAPN le hub logistique majeur de la façade atlantique de la sous-région, d'autant que la congestion des autres ports d'Afrique centrale incite davantage les armateurs à choisir le PAPN.

De nouveaux districts reliés au réseau électrique dans le département du Pool

Le Président Denis Sassou Nguesso a [inauguré](#) le 15 juillet une nouvelle infrastructure électrique dans le département du Pool. Il s'agit d'une ligne électrique moyenne tension de 30 kV qui relie le chef-lieu Kinkala aux districts de Louingui, Boko et Loumo sur un linéaire de 60 km. Un ouvrage d'adduction d'eau potable a également été construit. La construction de ces infrastructures est présentée comme une étape importante pour le désenclavement et le développement socio-économique du Pool, département voisin de la capitale. L'accès à l'électricité dans les territoires ruraux est un défi majeur au Congo. C'est pour y répondre que le Président Sassou Nguesso a initié en 2003 l'idée d'un « [boulevard énergétique](#) » visant à accélérer l'électrification du Congo.

Gabon

Ouverture des conférences budgétaires préparatoires au projet de loi de finances 2027

Les autorités gabonaises ont [lancé](#) le 14 juillet à Libreville les conférences budgétaires consacrées à la préparation du projet de loi de finances 2027, organisées en une phase ministérielle (14-17 juillet) puis technique (20-24 juillet) associant les responsables de programme, les opérateurs de l'État et la Direction générale du budget. Les travaux visent à examiner le réalisme des prévisions de recettes, la soutenabilité des dépenses et les besoins de financement des administrations, en cohérence avec le cadrage macroéconomique et budgétaire 2027-2029 et le Plan national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030. L'exercice s'ouvre dans un contexte budgétairement très contraint : la loi de finances rectificative 2026 a ramené le budget de l'État à 5 495,2 Mds FCFA (8,4 Mds EUR), en repli de 862,9 Mds FCFA par rapport à la loi initiale. Le ministre de l'Économie a indiqué que les arbitrages seraient articulés avec les discussions en cours avec le FMI, sans remise en cause annoncée des dépenses sociales prioritaires.

Règlement de la troisième échéance de l'emprunt obligataire EOG 6,25 % NET 2023-2028

L'État gabonais a procédé le 15 juillet au [remboursement](#) de la troisième échéance de son emprunt obligataire « EOG 6,25 % NET 2023-2028 », coté à la BVMAC, pour un montant total de 45,9 Mds FCFA (70 M EUR), dont 38,65 Mds FCFA au titre de l'amortissement du principal et 7,25 Mds FCFA d'intérêts, soit un coupon net de 2 969 FCFA par obligation. Émis en 2023 pour environ 155 Mds FCFA, cet emprunt était destiné à l'apurement de moratoires de dette intérieure et au financement de projets d'investissement prioritaires. Selon le Bulletin officiel de la cote, l'opération ramène l'encours des dettes cotées à la BVMAC de 1 265,9 à 1 228,8 Mds FCFA, en repli de 2,93 %. Ce règlement intervient alors que la signature gabonaise fait l'objet d'une vigilance accrue des investisseurs régionaux, dans un contexte marqué par les discussions en cours avec le FMI et par l'abaissement fin juin, par Moody's, de la perspective attachée à la notation souveraine à « négative ».

Guinée équatoriale

La Guinée équatoriale confie à Huawei la modernisation de son réseau télécoms

La Guinée équatoriale a [conclu](#), le 9 juillet, un partenariat avec le groupe chinois Huawei pour moderniser, en six mois, son réseau national de téléphonie et d'Internet. Ce programme, piloté par l'opérateur public GETESA, prévoit d'augmenter la capacité du réseau, d'améliorer les débits, de réduire les interruptions de service et de renouveler les équipements afin de répondre à la forte croissance de la demande en connectivité. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie numérique 2026-2030 du pays et sera complétée par l'extension de la couverture haut débit grâce aux 2 000 kilomètres de fibre optique de SEGESA, avec l'objectif d'accélérer la transformation numérique de la Guinée équatoriale.

Tchad

210 M USD pour l'eau, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire

Lors du Forum africain de l'eau, organisé les 15 et 16 juillet 2026 à N'Djamena, le Gouvernement tchadien a officialisé [deux accords](#) majeurs destinés à mettre en œuvre le Pacte national pour l'eau. Le premier porte sur un financement de 160 M USD, approuvé par la Banque mondiale, pour renforcer la sécurité hydrique et la résilience climatique à travers le Projet d'appui à la sécurité de l'eau et à la résilience au Tchad (PASER). Le second accord concerne un don de 50 M USD des États-Unis à la République du Tchad, destiné à soutenir l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, en lien avec les initiatives « Water Forward » et Tchad Connexion 2030.

RDC

L'AFD renforce son engagement avec un portefeuille de projets de plus de 700 M EUR au service des priorités congolaises

Du 13 au 15 juillet 2026, le directeur général du Groupe Agence française de développement (AFD) a effectué sa première [visite officielle](#) en RDC depuis sa prise de fonction en mai 2026, confirmant l'importance stratégique du pays, où l'Agence dispose désormais d'un portefeuille de plus de 700 M EUR répartis sur 35 projets — l'un de ses principaux terrains d'intervention en Afrique centrale. Outre des échanges avec les

autorités congolaises, la mission a été marquée par deux inaugurations : les nouvelles infrastructures de l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa (projet « Pour Elles – Sport & Culture », 11,5 M EUR via Expertise France), destinées à favoriser l'accès des jeunes femmes à la formation, et le laboratoire de l'Hôpital de Référence de Kinkole (projet LABOH-KIN), qui a permis la construction de cinq laboratoires, un atelier de bio-maintenance et la formation de près de 300 professionnels de santé au bénéfice de plus de deux millions d'habitants. La visite de l'INRB a enfin été l'occasion de saluer le rôle de « sentinelle » de l'institut dans la lutte contre les épidémies, de rappeler une coopération franco-congolaise de plus de 40 ans et d'annoncer la construction d'un nouveau bâtiment administratif — illustrant l'ambition commune des deux pays d'investir durablement dans le capital humain et les services essentiels.

La RDC intègre le Groupe Egmont et renforce son dispositif de lutte contre les flux financiers illicites

La RDC a été officiellement admise au sein du Groupe Egmont, à l'issue de la 32^{ème} assemblée plénière du réseau tenue à Bakou (Azerbaïdjan) du 5 au 10 juillet. Cette [adhésion](#), annoncée par le ministère des Finances, permet à la Cellule nationale des renseignements financiers (CENAREF) de rejoindre un dispositif qui rassemble désormais 186 cellules de renseignement financier à travers le monde. L'intégration au réseau atteste de la conformité de la RDC aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Concrètement, l'entrée dans le Groupe Egmont permet à la CENAREF de dialoguer directement et en toute sécurité avec ses homologues étrangers via une plateforme sécurisée d'échange de données. Cette coopération vise à accélérer la détection des montages illicites, le gel des avoirs et l'identification des bénéficiaires effectifs. Elle cible en particulier les flux issus du commerce illicite de minerais, secteur où les pertes annuelles liées aux circuits informels sont évaluées à plusieurs milliards de dollars américains. En renforçant la capacité des autorités à détecter et à prévenir les opérations financières suspectes, la RDC améliore la crédibilité de son dispositif de lutte contre la criminalité financière, un facteur susceptible de renforcer la confiance des investisseurs, de sécuriser les flux d'investissements internationaux et de soutenir le développement du secteur privé.

Sao Tomé-et-Principe

Petrobras finalise l'acquisition de 75 % du bloc offshore 3 et en devient l'opérateur

Le groupe pétrolier brésilien Petrobras a [annoncé](#) le 9 juillet la finalisation de l'acquisition, auprès d'Oranto Petroleum, de 75 % du bloc d'exploration 3 de la zone économique exclusive de São Tomé-et-Príncipe, dont il devient l'opérateur aux côtés d'Oranto (15 %) et de l'Agence nationale du pétrole santoméenne (10 %). Le montant de la transaction, annoncée en avril, n'a pas été divulgué. Il s'agit du premier bloc santoméen dont le groupe assume l'opération principale, après ses prises de participation dans les blocs 4, 10, 11 et 13 depuis son retour en Afrique en 2024. La zone économique exclusive de l'archipel, d'environ 160 000 km², demeure un bassin frontière où aucune découverte commerciale n'a été annoncée à ce jour. Le directeur exécutif de l'Agence nationale du pétrole a présenté cet engagement comme le signal le plus tangible de l'intérêt des majors pour le potentiel de prospection santoméen, dans un contexte de finances publiques sous forte contrainte.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
22-24 juillet 2026	Africa Social Impact Summit	Lagos (Nigéria)
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Juin-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	82	3	4	7	1105	403	639
Variation mensuelle (%)	-19 %	8 %	6 %	-2 %	-3 %	-1 %	-1 %
Variation annuelle (%)	18 %	4 %	-48 %	-15 %	18 %	0 %	-2 %
Variation sur 5 ans	14 %	-2 %	86 %	60 %	10 %	-4 %	-5 %
Variation sur 10 ans	71 %	23 %	41 %	86 %	54 %	3 %	-6 %

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER– Mathis FOLCH (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).